



Ivry-Sur-Seine 14janvier 2018

**La priorité pour lutter contre la violence des jeunes :**  
**La prévention plutôt que la sanction !**  
**La suppression des allocations familiales est une mesure en totale contradiction avec l'école de la confiance !**

De très nombreux acteurs éducatifs partagent le constat de la nécessité d'agir pour une école plus juste qui contribue à développer les compétences psycho-sociales des élèves dans un climat scolaire serein en favorisant un esprit de co éducation avec les parents.

Le SNASEN s'indigne devant l'annonce d'une des mesures qui consisterait à sanctionner financièrement certains parents pour lutter contre les violences scolaires

Plutôt que de disqualifier les parents par des mesures coercitives comme la suppression des allocations familiales, il vaudrait mieux promouvoir des actions visant à les soutenir et accompagner ces élèves.

Ce type de sanction financière qui ne concernerait que certaines familles (bénéficiaires des allocations familiales) déjà testé pour les élèves absentéistes **est inique contre productive et inefficace**. Elle entretient la **discrimination pour précarité sociale** créant une double peine pour les familles les plus démunies.

Cela peut générer un sentiment d'injustice qui participe à la **spirale de la violence scolaire**. Clairement, il aurait pour effet contraire de risquer de favoriser le passage à l'acte !

Les phénomènes de violences scolaires sont multifactoriels dans une école et une société qui reste inégalitaire et trop souvent injuste.

Ces manifestations, qui ne peuvent pas être négligés, doivent trouver **une réponse éducative** adaptée et réfléchie en lien avec les acteurs de l'environnement scolaire. Les personnels sociaux éducatifs et de santé qui accompagnent les parents sont souvent démunis devant les délais d'attente de prises en charge psychologiques, d'aides éducatives et/ou d'orientations spécialisées.

Le SNASEN Unsa Education refusera, si une telle mesure devait se mettre en œuvre, que les personnels sociaux de l'Éducation nationale soient instrumentalisés dans un travail social de contrôle et de surveillance des familles stigmatisées et à priori coupables.

Il réclame **des moyens pour la prévention, seule stratégie payante** pour une société inclusive, juste et sécurisée pour tous.

Contact Presse : Tiphaine JOUNIAUX secrétaire générale SNASEN UNSA EDUCATION  
snasen@unsa-education.org 06 77 29 86 27